



---

Cour III  
C-5054/2007

{T 0/2}

## **Décision du 29 février 2008**

---

Composition

Francesco Parrino, juge unique,  
Emilia Antonioni, greffière.

---

Parties

A.\_\_\_\_\_, ES-15129 Vimianzo  
recourant,

contre

**Office de l'assurance-invalidité pour les assurés  
résidant à l'étranger OAIE**, avenue Edmond-  
Vaucher 18, case postale 3100, 1211 Genève 2  
autorité inférieure.

---

Objet

Assurance-invalidité (décision du 12 juin 2007)

**Vu**

la décision du 12 juin 2007 de l'Office de l'assurance-invalidité pour les assurés résidant à l'étranger (OAIE) du 12 juin 2007 octroyant un quart de rente de l'assurance invalidité suisse à A.\_\_\_\_\_, ressortissant espagnol né le 27 novembre 1944,

le recours du 16 juillet 2007 formé par A.\_\_\_\_\_ contre cette décision devant le Tribunal administratif fédéral,

**et considérant**

que, sous réserve des exceptions prévues à l'art. 32 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF, RS 173.32), le Tribunal administratif fédéral connaît, selon l'art. 31 LTAF, des recours contre les décisions au sens de l'art. 5 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA, RS 172.021), prises par les autorités citées aux art. 33 et 34 LTAF,

qu'en particulier, les décisions rendues par l'OAIE en matière d'assurance-invalidité peuvent être contestées devant le Tribunal administratif fédéral conformément à l'art. 69 al. 1 let. b de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (LAI, 831.20),

que, par décision incidente du 9 janvier 2008 du Tribunal de céans, le recourant a été invité à verser une avance de frais de CHF 300.-- dans un délai de 30 jours à compter de la réception de dite décision, sous peine d'irrecevabilité du recours,

que l'avance de frais requise n'a pas été versée dans le délai imparti,

qu'en conséquence, le recours doit être déclaré irrecevable dans une procédure à juge unique (art. 23 al. 1 let. b LTAF),

que les frais de procédure peuvent être remis totalement ou partiellement, lorsque pour des motifs ayant trait au litige ou à la partie en cause, il ne paraît pas équitable de mettre les frais de procédure à la charge de celle-ci (art. 6 let. b du Règlement du 11 décembre 2006 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF, RS 173.320.2]),

**le Tribunal administratif fédéral prononce :**

**1.**

Le recours est irrecevable.

**2.**

Il n'est pas perçu de frais de procédure.

**3.**

Le présent arrêt est adressé :

- au recourant (Recommandé avec avis de réception)
- à l'autorité inférieure (n° de réf. X\_\_\_\_\_)
- à l'Office fédéral des assurances sociales

Le juge unique :

La greffière :

Francesco Parrino

Emilia Antonioni

**Indication des voies de droit :**

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal fédéral, Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne, par la voie du recours en matière de droit public, dans les trente jours qui suivent la notification (art. 82 ss, 90 ss et 100 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral [LTF, RS 173.110]). Le mémoire doit indiquer les conclusions, les motifs et les moyens de preuve, et être signé. La décision attaquée et les moyens de preuve doivent être joints au mémoire, pour autant qu'ils soient en mains du recourant (voir art. 42 LTF).

Expédition :